

Arrêt

n° 235 203 du 16 avril 2020
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître A. VAN DE STEEN
Leopoldlaan, 48
9300 AALST

contre:

l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIII^E CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 février 2019, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à l'annulation de l'interdiction d'entrée, prise le 12 février 2019 et notifiée le lendemain.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la Loi ».

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 28 février 2019 avec la référence X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'ordonnance du 12 novembre 2019 convoquant les parties à l'audience du 3 décembre 2019.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KALIN *loco* Me A. VAN DE STEEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me K. DE HAES *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant déclare être arrivé en Belgique le 29 septembre 1994.

1.2. Il a ensuite introduit diverses demandes d'autorisation de séjour fondées sur la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de certaines catégories d'étrangers ou sur l'article 9 *bis* de la Loi, dont aucune n'a eu une issue positive. Il a fait l'objet de divers ordres de quitter le territoire ainsi que d'une interdiction d'entrée de 8 ans qui a été prise le 30 août 2012.

1.3. Le 21 février 2019, un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement a été pris à son encontre. Dans son arrêt n° 223 699 du 9 juillet 2019, le Conseil de céans a rejeté le recours en annulation introduit à l'encontre de cet acte, celui-ci étant devenu sans objet suite au rapatriement du requérant.

1.4. En date du 21 février 2019 également, la partie défenderesse a pris à l'égard du requérant une décision d'interdiction d'entrée. Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

«

MOTIF DE LA DECISION :

L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 74/11, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15/12/1980 :

□ La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de dix ans, parce que l'intéressé constitue une menace grave pour l'ordre public.

L'intéressé s'est rendu coupable de vol avec violence ou menace ; infraction à la loi sur les stupéfiants ; la nuit ; rébellion ; faits pour lesquels il a été condamné le 19/02/2002, par le tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de 18mois de prison (sursis probatoire de 5ans pour ce qui excède 10mois). L'intéressé s'est rendu coupable d'infraction à la loi sur les stupéfiants ; menace verbale ou écrite, avec ordre ou condition ; coups a à un officier ministériel, un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique ou contre toute autre personne ayant un caractère public, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, ayant causé effusion de sang, blessures ou maladie ; outrage envers un officier ministériel, un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique ou contre toute autre personne ayant un caractère public, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ; faits pour lesquels il a été condamné le 27/04/2006, par le tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de 14mois de prison. L'intéressé s'est rendu coupable de vol avec violence ou menace ; fait pour lequel il a été condamné le 18/01/2007, par le tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de 18mois de prison (sursis probatoire de 3ans pour ce qui excède la DP). L'intéressé s'est rendu coupable d'infraction à la loi sur les stupéfiants ; fait pour lequel il a été condamné le 18/01/2007, par le tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de 308jours de prison (peine alternative de travail). L'intéressé s'est rendu coupable menaces – par geste ou emblème ; en tant qu'auteur ou coauteur ; faits pour lesquels il a été condamné le 18/03/2008, par le tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de 4mois de prison. L'intéressé s'est rendu coupable de recel ; fait pour lequel il a été condamné le 05/03/2010, par le tribunal correctionnel de Nivelles à une peine de 12mois de prison (peine alternative de travail). L'intéressé s'est rendu coupable d'infractions à la loi sur les stupéfiants ; faits pour lesquels il a été condamné le 08/04/2011, par le tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de 15mois de prison (peine alternative de travail). L'intéressé s'est rendu coupable d'infractions à la loi sur les stupéfiants ; rébellion ; coups et blessures – à officier ministériel, agent dépositaire de l'autorité publique, personne dépositaire de l'autorité publique; faits pour lesquels il a été condamné le 10/10/2011, par le tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de 25mois de prison (3ans de sursis pour ce qui excède la DP). L'intéressé s'est rendu coupable d'infractions à la loi sur les stupéfiants ; rébellion ; faits pour lesquels il a été condamné le 25/06/2013, par le tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de 42mois de prison (+arrestation immédiate). Etant donné la répétition de ces faits et vu la gravité de ces faits, on peut conclure que l'intéressé(e), par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public. Considérant le caractère lucratif des activités délinquantes de l'intéressé, il existe un risque grave, réel et actuel de nouvelle atteinte à l'ordre public; Considérant que le caractère répétitif du comportement délinquant de l'intéressé permet légitimement de déduire que ce dernier représente une menace réelle et actuelle pour l'ordre public; Considérant que l'intéressé présente une personnalité dangereuse pour la sécurité publique et la santé d'autrui dans la mesure où la diffusion de stupéfiants représente un véritable fléau pour la population ; que le fait qu'il se soit comporté avec un mépris total tant pour l'intégrité physique que pour l'équilibre psychologique de ses victimes, représente un risque de récidive;

il existe un risque de fuite.

4° L'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé n'a pas apporté la preuve qu'il a obtempéré à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié le 30/08/2012.

5° L'intéressé fait l'objet d'une interdiction d'entrée dans le Royaume et/ou dans un autre Etat membre, ni levée ni suspendue.

L'intéressé n'a pas obtempéré à l'interdiction d'entrée de 8 ans, qui lui a été notifiée le 30/08/2012. Dès lors que l'intéressé ne donne pas suite à l'interdiction de séjour qui lui a été notifiée, nous pouvons conclure qu'une exécution volontaire de l'ordre est exclue.

8° L'intéressé a introduit plusieurs demandes de protection internationale et/ou de séjour, dans le Royaume ou dans un ou plusieurs autres Etats membres, qui ont donné lieu à une décision négative. L'intéressé a introduit plusieurs demandes de régularisation sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Sa dernière demande introduite le 1/10/2012 a été déclarée sans objet, et notifiée à l'intéressé le 12/01/2015.

L'intéressé n'est pas en possession d'un passeport valable.

L'intéressé a été mis en possession d'un questionnaire droit d'être entendu en date du 08/02/2019. L'intéressé a refusé de signer l'accusé de réception du questionnaire. A ce jour, aucun document complété n'a été remis par l'intéressé au greffe. L'intéressé a déclaré dans son questionnaire droit d'être entendu, complété le 26/09/2017 ; avoir un enfant Belge, ainsi que toute sa famille de nationalité Belge en Belgique. Du dossier administratif de l'intéressé, il appert que l'enfant serait placé. L'expulsion d'un parent qui ne vit pas avec ses enfants (mineurs) n'a pas le même impact perturbateur sur la vie de ces enfants que l'expulsion d'un parent vivant effectivement avec ses enfants mineurs en tant que membre de leur famille, en particulier si un contact par téléphone et Internet reste possible à partir du pays dans lequel il sera expulsé et si rien n'empêche les enfants de rendre visite à ce parent dans son pays d'origine. En ce qui concerne l'intérêt supérieur et le bien-être des enfants, le Conseil souligne que, si l'intérêt de l'enfant a un caractère primordial, il n'est pas pour autant absolu. Lors de l'évaluation des divers intérêts en jeu, l'intérêt de l'enfant occupe une place particulière. Cette place particulière n'empêche cependant pas de tenir également compte d'autres intérêts (CEDH, 3 octobre 2014, n° 12738/10, Jeunesse t. Pays-Bas, par. 101 ; Cour const. 7 mars 2013, n° 30/2013). L'intéressé affirme qu'il a depuis déjà un certain temps une relation durable avec une personne qui dispose d'un droit de séjour en Belgique alors qu'il/elle n'a jamais introduit de demande de regroupement familial pendant son séjour dans le Royaume. Avant de pouvoir conserver le droit à la vie familiale, l'intéressé doit d'abord se servir des possibilités de séjour légal qui s'offrent à lui/elle. L'on ne peut donc pas affirmer qu'il y a violation de l'article 8 de la CEDH. En ce qui concerne les membres de sa famille : Dans l'arrêt Mokrani c. France (15 juillet 2003), la Cour Européenne des Droits de l'Homme considère que les relations entre parents et enfants majeurs « ne bénéficient pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la CEDH sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ». En outre, le fait que les membres de la famille de l'intéressé séjournent en Belgique ne peut être retenu dans le cadre des dispositions de l'article 8 §1er de la CEDH dès lors que l'intéressé a commis des infractions qui ont [nui] à l'ordre public dans le pays, tel que prévu à l'article 8 §2 de la CEDH. Selon les dispositions du deuxième paragraphe de l'art. 8 de la CEDH, le droit au respect de la vie privée et familiale n'est pas absolu. L'intéressé n'a pas mentionné de crainte dans le cadre de l'article 3 de la CEDH. Ainsi, le délégué de la Ministre a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'intéressé peut cependant demander la suspension ou l'annulation de son interdiction d'entrée de 10 ans dans le cadre de son droit à la vie familiale. Donc, si l'intéressé entre dans les conditions pour l'obtention d'un droit au séjour, l'interdiction d'entrée actuelle ne représente pas un préjudice grave difficilement réparable

Etant donné la répétition de ces faits et vu la gravité de ces faits, on peut conclure que l'intéressé(e), par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge et à troubler très gravement l'ordre public. Considérant l'ensemble de ces éléments, l'intérêt du contrôle de l'immigration et la protection de l'ordre public, une interdiction d'entrée de 10ans n'est pas disproportionnée ».

2. Exposé des moyens d'annulation

2.1. La partie requérante prend un premier moyen de la « VIOLATION DES DROITS DE LA DEFENSE PAR UN DEFAUT ET AMBIGUÏTE DANS LA MOTIVATION DE LA DECISION ».

2.2. Elle invoque une « Violation de l'article 62 de la [Loi] » et une « Violation de l'article 3 de la loi relative à la motivation formelle des actes administratifs ». Elle développe « Que l'Office des Etrangers motive sa décision de la manière suivante : « [...] » Selon l'Office des Etrangers, la présence du requérant sur le territoire belge est un danger pour la sécurité nationale et l'ordre public. Comme motivation, l'Office se limite à un[e] énumération du casier judiciaire du [...] requérant. Le requérant veut souligner que [la dernière] condamnation pour des faits [date] de juin 2013. En prison, le requérant a voulu chang[er] sa vie. Le requérant se réfère en particulier à : - Les décision[s] et les avis concernant

les permissions de sortie et la surveillance électronique de la direction de la prison (voir pièce 3) : « Début juin, trois permissions de sortie ont été accordées pour permettre à l'intéressé [d]e mettre en place un suivi à l'ORS. La Direction note qu'elles se sont déroulées correctement. » « Enfin, aucune remarque négative n'est relayée par rapport à son comportement en détention. On peut donc en déduire qu'il ne pose pas de problème particulier. » « Sa famille le soutient et il semble de bonne volonté, avant pas mal progressé en détention eu égard au comportement peu enclin à la remise en question qu'il adoptait au début de son séjour ici. » - Le fait que tou[te]s les sorties de la prison qui ont été accepté[e]s par la direction se sont déroul[é]es correctement et sans aucun problème - Le fait que le requérant est en thérapie et en contact avec un psychologue (voir pièce 4) - Le fait que le requérant a suivi plusieurs formations à la prison en vue de son reclassement, en particulier (voir pièce 5): o Cuisine niveau 1 o La langue néerlandais o La langue anglaise o La gest[ion] du stress o Un projet « Syllepse » o Insertion professionnelle : atelier d'image de soi o Economie générale des entreprises o Législation fiscale o Législation sociale[.] C'est clair que l'Office n'a pas tenu en compte [du] changement dans le comportement du [...] requérant pendant son séjour à la prison. [Au] contraire, l'Office a seulement listé ses infractions criminel[le]s sans investiguer la personnalité du [...] requérant et sans vérifier si il est un danger pour l'ordre public et/ou la sécurité nationale actuellement à ce jour. La décision est donc pris[e] en violation avec l'article 62 de la [Loi] et l'article 3 de la loi relative à la motivation formelle des actes administratifs. Au moins, la décision est pris[e] en violation avec le devoir de diligence. La partie adverse répond dans sa note d'observations dd. 29.03.2019 : La partie adverse a donc procédé à une analyse de la menace pour l'ordre public, en raison du comportement du requérant, conformément aux dispositions légales pertinentes et à la jurisprudence de la CJUE, en se fondant sur un examen individuel tenant compte de son parcours délinquant; de sa persistance dans cette voie et de sa tendance [à] la récidive sans se limiter au constat de ses condamnations. Pourtant, en lisant la décision contestée, c'est clair que la partie adverse se limite à constater ses condamnations pour conclure qu'il y aurait [un] risque grave de la récidive et que, par conséquent, la partie requérante sera un danger pour l'ordre public et/ou la sécurité nationale. Nulle part dans la décision on trouve un[e] analyse de la personnalité de la partie requérante ou un[e] analyse des circonstances dans lesquelles les faits ont été commis... La décision qu[i] constate que la partie requérante sera un danger pour l'ordre public et/ou la sécurité nationale actuellement à ce jour est donc pris[e] en violation avec l'article 62 de la [Loi] et l'article 3 de la loi relative à la motivation formelle des actes administratifs ».

2.3. La partie requérante prend un second moyen de la « VIOLATION DE LA VIE PRIVEE ET FAMILIALE DU REQUERANT (article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme) ».

2.4. Elle souligne « Que l'Office des Etrangers motive sa décision de la manière suivante : « [...] » Attendu que l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme stipule : « [...] » Le requérant séjourne le territoire du Royaume depuis septembre 1994, soit depuis l'âge de 12 ans. Il a toujours vécu avec ses parents, dont il dépend financièrement, au domicile familial établi en Alost. Toute la famille du requérant vit régulièrement en Belgique à savoir, ses parents ainsi que ses trois autres frères et une soeur, tous de nationalité belge. Qu'il y a donc incontestablement l'existence d'une vie familiale au sens de l'article 8 CEDH, dans le chef du requérant, avec sa famille belge. Le requérant totalise aujourd'hui plus de 24 ans de résidence sur le territoire du Royaume. Il a effectué toutes ses humanités en Belgique et il n'a plus de famille dans son pays d'origine, le Congo. Il est non seulement descendant d'un ressortissant belge, mais également ascendant d'un enfant belge mineur d'âge. En effet, le requérant est père d'un enfant belge, qu'il a reconnu : [G.M.L.], né à Bruxelles le [...]. Que l'ensemble de ces éléments du dossier démontre clairement que l'acte attaqué aurait pour conséquence l'éclatement de[s] seuls liens familiaux existants du requérant, la séparation d'avec sa seule famille belge qui lui reste et résidant légalement en Belgique, ainsi que de son fils mineur belge. Le fait que le fils du requérant serait placé ne porte pas atteinte au fait que le lien entre le requérant et son fils sera éclaté, non plus que le [...] requérant serait, selon l'Office des Etrangers, dans la possibilité de téléphoner [à] son fils et prendre contact avec lui via internet ou que l'enfant serait dans la possibilité de visiter son père à Congo... La partie adverse répond dans sa note d'observations dd. 29.03.2019 : Cette disposition établit donc un principe qu[i] n'est pas donc illimité suivant lequel toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. L'invocation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés[s] fondamentales n'implique ainsi pas un droit automatique pour celui qu[i] l'invoque de rentrer sur le territoire, d'y séjourner, d'y demeurer ou encore de ne pas en être expulsé. La partie requérante ne conteste pas que l'article 8 n'implique pas un droit automatique à séjourner sur le territoire. Par ailleurs, la partie requérante se base sur les circonstances très spécifiques du dossier : toute la famille de la partie requérante séjourne en Belgique. Il est descendant d'un ressortissant belge, il est ascendant d'un enfant belge mineur d'âge et sa copine séjourne également en Belgique. Dans ces circonstances, l'interdiction d'entrée est un[e] violation grave

de l'article 8 de la CEDH. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme est donc violé. Le moyen est fondé ».

2.5. La partie requérante prend un troisième moyen de la « VIOLATION DE L'ARTICLE 3 DE LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME ».

2.6. Elle argumente « Attendu que l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme stipule : « Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants » La Cour EDH a déjà considéré que l'éloignement par un état membre peut soulever un problème au regard de l'article 3 de la CEDH, et donc engager la responsabilité d'un état contractant au titre de la Convention, lorsqu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante courra, dans le pays de destination, un risque réel d'être soumise à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH. Dans ces conditions, l'article 3 de la CEDH implique l'obligation de ne pas éloigner la personne en question vers ce pays. Afin d'apprécier s'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante encourt un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH, le Conseil se conforme aux indications données par la Cour EDH. A cet égard, la Cour EDH a jugé que, pour vérifier l'existence d'un risque de mauvais traitements, il y a lieu d'examiner les conséquences prévisibles de l'éloignement de la partie requérante dans le pays de destination, compte tenu de la situation générale dans ce pays et des circonstances propres au cas de la partie requérante. Qu'en l'espèce, il y a lieu de rappeler que le requérant est venu rejoindre ses parents en Belgique, alors que ceux-ci [ont] fui leur pays d'origine à cause des persécutions dont ils ont été victimes. Le requérant doit constater que l'Office des Etranger n'a pas pris en considération le passé de demandeur d'asile de la famille du requérant, mineur d'âge au moment des faits. L'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme est donc violé. Le moyen est fondé ».

3. Discussion

3.1. Sur le premier moyen, le Conseil rappelle que l'article 74/11, § 1er, de la Loi dispose que « La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas. La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants: 1° lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire ou; 2° lorsqu'une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée. Le délai maximum de trois ans prévu à l'alinéa 2 est porté à un maximum de cinq ans lorsque : 1° le ressortissant d'un pays tiers a recouru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux afin d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour. 2° le ressortissant d'un pays tiers a conclu un mariage, un partenariat ou une adoption uniquement en vue d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour dans le Royaume. La décision d'éloignement peut être assortie d'une interdiction d'entrée de plus de cinq ans lorsque le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale ».

Le Conseil souligne ensuite que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité en vertu de diverses dispositions légales, n'implique nullement la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par le requérant, mais n'implique que l'obligation d'informer le requérant des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé. L'obligation de motivation à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cf. dans le même sens: C.E., 6 juil. 2005, n°147.344; C.E., 7 déc. 2001, n°101.624).

3.2. En l'espèce, la décision attaquée, prise sur la base de l'article 74/11, § 1er, alinéa 4 de la Loi, après avoir repris les différentes condamnations, conclut « Considérant le caractère lucratif des activités délinquantes de l'intéressé, il existe un risque grave, réel et actuel de nouvelle atteinte à l'ordre public; Considérant que le caractère répétitif du comportement délinquant de l'intéressé permet légitimement

de déduire que ce dernier représente une menace réelle et actuelle pour l'ordre public; Considérant que l'intéressé présente une personnalité dangereuse pour la sécurité publique et la santé d'autrui dans la mesure où la diffusion de stupéfiants représente un véritable fléau pour la population ; que le fait qu'il se soit comporté avec un mépris total tant pour l'intégrité physique que pour l'équilibre psychologique de ses victimes, représente un risque de récidive;».

Le Conseil observe ensuite qu'en termes de recours, la partie requérante constate que la dernière condamnation date de juin 2013 et ensuite reproche notamment à la partie défenderesse de ne pas avoir « vérifier si il est un danger pour l'ordre public et/ou la sécurité nationale actuellement à ce jour »

3.3. Le Conseil relève qu'il ressort du corps de l'arrêt C-240/17 prononcé le 16 janvier 2018 par la CourJUE, relatif à la notion de menace pour l'ordre public et la sécurité nationale dans le cadre des décisions de retour et des interdictions d'entrée sur le territoire des États membres, que « S'agissant, d'une part, de la possibilité pour les autorités finlandaises d'adopter une décision de retour assortie d'une interdiction d'entrée à l'encontre de E dans ces circonstances, il ressort du libellé même de l'article 6, paragraphe 2, de la directive 2008/115 que ces autorités étaient tenues d'adopter une telle décision de retour et, en vertu de l'article 11 de cette directive, de l'assortir d'une interdiction d'entrée, pour autant que l'ordre public et la sécurité nationale l'imposent, ce qu'il appartient toutefois au juge national de vérifier au regard de la jurisprudence pertinente de la Cour (voir, en ce sens, arrêt du 11 juin 2015, Zh. et O., C-554/13, EU:C:2015:377, points 50 à 52 ainsi que 54). [...] Dans ce cas, il convient de rappeler qu'un État membre est tenu d'apprécier la notion de « danger pour l'ordre public », au sens de la directive 2008/115, au cas par cas, afin de vérifier si le comportement personnel du ressortissant de pays tiers concerné constitue un danger réel et actuel pour l'ordre public, sachant que la simple circonstance que ledit ressortissant a fait l'objet d'une condamnation pénale ne suffit pas en elle-même à caractériser un tel danger (voir, en ce sens, arrêt du 11 juin 2015, Zh. et O., C-554/13, EU:C:2015:377, points 50 ainsi que 54) ».

Le Conseil précise que dans l'arrêt du 11 juin 2015 (C-554/13, Z. Zh. contre Staatssecretaris voor Veiligheid en Justitie), auquel l'arrêt C-240/17 précité fait référence, la CourJUE expose, s'agissant de l'interprétation de l'article 7, § 4, de la directive 2008/115/CE, selon lequel « [...] si la personne concernée constitue un danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale, les États membres peuvent s'abstenir d'accorder un délai de départ volontaire ou peuvent accorder un délai inférieur à sept jours », « qu'un État membre est tenu d'apprécier la notion de « danger pour l'ordre public », au sens de [cette disposition], au cas par cas, afin de vérifier si le comportement personnel du ressortissant d'un pays tiers concerné constitue un danger réel et actuel pour l'ordre public. Lorsqu'il s'appuie sur une pratique générale ou une quelconque présomption afin de constater un tel danger, sans qu'il soit dûment tenu compte du comportement personnel du ressortissant et du danger que ce comportement représente pour l'ordre public, un État membre méconnaît les exigences découlant d'un examen individuel du cas en cause et du principe de proportionnalité. Il en résulte que le fait qu'un ressortissant d'un pays tiers est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte ne saurait, à lui seul, justifier que ce ressortissant soit considéré comme constituant un danger pour l'ordre public au sens de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115. Il convient toutefois de préciser qu'un État membre peut constater l'existence d'un danger pour l'ordre public en présence d'une condamnation pénale, même si celle-ci n'est pas devenue définitive, lorsque cette condamnation, prise ensemble avec d'autres circonstances relatives à la situation de la personne concernée, justifie un tel constat. [...] En outre, la simple suspicion qu'un ressortissant d'un pays tiers a commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national peut, ensemble avec d'autres éléments relatifs au cas particulier, fonder un constat de danger pour l'ordre public au sens de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115, dès lors que, ainsi qu'il découle du point 48 du présent arrêt, les États membres restent pour l'essentiel libres de déterminer les exigences de la notion d'ordre public, conformément à leurs besoins nationaux, et que ni l'article 7 de cette directive ni aucune autre disposition de celle-ci ne permettent de considérer qu'une condamnation pénale soit nécessaire à cet égard » (points 50 à 52), et a conclu qu'« il convient de répondre à la première question que l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115 doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une pratique nationale selon laquelle un ressortissant d'un pays tiers, qui séjourne irrégulièrement sur le territoire d'un État membre, est réputé constituer un danger pour l'ordre public au sens de cette disposition, au seul motif que ce ressortissant est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte » (point 54).

Cet arrêt mentionne également qu'« il convient de considérer que la notion de « danger pour l'ordre public », telle que prévue à l'article 7, paragraphe 4, de ladite directive, suppose, en tout état de cause, en dehors du trouble pour l'ordre social que constitue toute infraction à la loi, l'existence d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société (voir, par analogie, arrêt Gaydarov, C-430/10, EU:C:2011:749, point 33 et jurisprudence citée). Il s'ensuit qu'est pertinent, dans le cadre d'une appréciation de cette notion, tout élément de fait ou de droit relatif à la situation du ressortissant concerné d'un pays tiers qui est susceptible d'éclairer la question de savoir si le comportement personnel de celui-ci est constitutif d'une telle menace. Par conséquent, dans le cas d'un ressortissant qui est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte, figurent au nombre des éléments pertinents à cet égard la nature et la gravité de cet acte ainsi que le temps écoulé depuis sa commission » (points 60 à 62), et que « l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115 doit être interprété en ce sens que, dans le cas d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre qui est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte, d'autres éléments, tels que la nature et la gravité de cet acte, le temps écoulé depuis sa commission, ainsi que la circonstance que ce ressortissant était en train de quitter le territoire de cet État membre quand il a été interpellé par les autorités nationales, peuvent être pertinents dans le cadre de l'appréciation de la question de savoir si ledit ressortissant constitue un danger pour l'ordre public au sens de cette disposition. Dans le cadre de cette appréciation, est également pertinent, le cas échéant, tout élément qui a trait à la fiabilité du soupçon du délit ou crime reproché au ressortissant concerné d'un pays tiers » (point 65).

Ainsi, au vu de la teneur de cette jurisprudence européenne dont les enseignements sont applicables en l'espèce, le Conseil considère qu'en indiquant après avoir repris les condamnations du requérant que *«Etant donné la répétition de ces faits et vu la gravité de ces faits, on peut conclure que l'intéressé(e), par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public. Considérant le caractère lucratif des activités délinquantes de l'intéressé, il existe un risque grave, réel et actuel de nouvelle atteinte à l'ordre public; Considérant que le caractère répétitif du comportement délinquant de l'intéressé permet légitimement de déduire que ce dernier représente une menace réelle et actuelle pour l'ordre public; Considérant que l'intéressé présente une personnalité dangereuse pour la sécurité publique et la santé d'autrui dans la mesure où la diffusion de stupéfiants représente un véritable fléau pour la population ; que le fait qu'il se soit comporté avec un mépris total tant pour l'intégrité physique que pour l'équilibre psychologique de ses victimes, représente un risque de récidive;»*, la partie défenderesse n'a pas motivé à suffisance à tout le moins quant aux éléments concrets qui permettraient d'aboutir au constat que le comportement personnel du requérant représente un danger actuel pour l'ordre public. Le Conseil souligne en effet que si les faits délictueux commis, les condamnations prononcées (dont la dernière date de juin 2013), l'impact social et le caractère lucratif de ces faits et la personnalité dangereuse du requérant peuvent permettre de déduire une menace réelle et grave pour l'ordre public, ils ne démontrent pas en soi l'actualité de cette menace. De même, le fait que le requérant se soit comporté avec un mépris total tant pour l'intégrité physique que pour l'équilibre psychologique de ses victimes ne peut automatiquement impliquer un risque de récidive, ni de surcroît, une actualité de la menace pour l'ordre public.

3.6. Dans sa note d'observations, quant au premier moyen la partie défenderesse n'émet aucune observation spécifique sur cette motivation insuffisance quant à l'actualité de la menace.

3.7. Partant, le premier moyen, ainsi circonscrit, étant fondé, il n'y a pas lieu d'examiner les autres développements de ce moyen ou les autres moyens qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

4. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}.

La décision d'interdiction d'entrée prise le 12 février 2019, est annulée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le seize avril deux mille vingt par :

Mme C. DE WREEDE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. D. NYEMECK, greffier,

Le greffier,

Le président,

A. D. NYEMECK

C. DE WREEDE